

Zoug, récit d'une success-story

ATTRACTIVITÉ Le canton de Suisse centrale accueille une nouvelle entreprise sur son sol: SGS, qui a déménagé de Genève et inaugure son siège aujourd'hui. L'occasion de se pencher sur le destin économique de Zoug, auquel tout semble réussir, mais dont le succès fait aussi des perdants

LÉO TICHELLI, ZUG

Ce 29 janvier 2026, un canton rit, l'autre pleure. La Société générale de surveillance (SGS) a fait ses cartons et déplace son siège social à Baar, dans le canton de Zoug, après avoir été domiciliée pendant plus d'un siècle à Genève. Elle s'installe dans les anciens locaux de Partners Group, mastodonte du capital-investissement, qui a lui-même déménagé à quelques centaines de mètres de là dans un complexe flambant neuf. Ce changement est l'un des derniers exemples en date de l'attractivité de Zoug au niveau suisse et international. Si ce minuscule canton de Suisse centrale – le troisième plus petit du pays – est aujourd'hui l'un des plus riches de la Confédération et l'hôte d'un nombre important de sociétés et de personnes fortunées, cela n'a pas toujours été le cas.

Jusqu'au milieu du XXe siècle, Zoug est plutôt pauvre, en tout cas moyennement riche. Il faut attendre les réformes fiscales post-Première Guerre mondiale et une modernisation du système d'imposition dans les années 1940 pour voir un changement s'amorcer. Rencontré dans son bureau de la Direction des finances, surplombant la ville, le «général» Heinz Tännler – son surnom – se fait conteur de la success-story de son canton, rappelant lui aussi ses origines modestes: «A la fin du XIXe siècle et jusqu'aux années 1930-1940, Zoug était agricole, se situant même pendant une période tout au bas du classement suisse en matière de politique financière. Puis, au milieu du siècle dernier, le principe des holdings, des sociétés de domicile et des sociétés mixtes a été établi. C'était une construction fiscale spécifique, intégrée dans la loi», explique le conseiller d'Etat chargé des Finances.

Fiscalité avantageuse et proximité avec Zurich

Dans les années 1970, un certain Marc Rich crée Marc Rich + Co AG, qui deviendra par la suite Glencore, puis suivent d'autres entreprises, liste Heinz Tännler: «Ce ne sont plus seulement des sociétés de matières premières qui sont venues s'installer, mais aussi des entreprises des sciences de la vie, de la chimie, de l'industrie, notamment Siemens, ainsi que des services financiers, avec de nombreux brevets

domiciliés ici.» Les atouts du canton? Fiscalité avantageuse, proximité avec Zurich, libéralisation des échanges internationaux, autant de facteurs qui permettent à Zoug de se faire une place au paradis (fiscal) en l'espace d'une quinzaine d'années. Les chiffres sont là pour l'attester: entre 1955 et 1970, le nombre d'entreprises y étant domiciliées quadruple et passe à 5554. Parmi elles, on dénombre 3768 sociétés anonymes, contre 251 en 1955.

Un canton où tout le monde se connaît

Et ça ne s'arrête pas. A la fin 2025, le registre du commerce zougais listait 43 275 sociétés, soit 1825 de plus qu'en 2024. SGS a-t-elle succombé aux sirènes fiscales de Zoug? Difficile à dire, tant les raisons du déménagement de l'entreprise sont restées mystérieuses. Lors de l'assemblée générale des actionnaires ayant validé ce projet fin mars 2025, des cadres de SGS témoignaient d'un certain manque d'entrain de la part de Genève pour conserver la multinationale sous pavillon genevois.

En contrepoint, Walter Lipp, maire de Baar, offre un aperçu de «l'hospitalité» zougaise en matière d'entreprise: «Nous avons des circuits administratifs courts et nous analysons attentivement les besoins de nos «clients». Nous ne disons pas simplement «ce n'est pas possible» ou «ce n'est pas autorisé». Bien sûr, nous respectons les lois, mais nous veillons à ce que les démarches se déroulent sans friction, explique l'élu centriste. Le canton de Zoug n'est pas très grand: tout le monde se connaît, on sait à quelle porte frapper. Et on est aidé», résume-t-il.

Heinz Tännler ne dit pas autre chose, et vante une véritable culture du service: «Portes ouvertes, administration accessible, circuits courts, peu de bureaucratie», résume-t-il. Mais une fiscalité attractive et un bon service client ne font pas tout, prévient l'élu UDC. D'autres facteurs entrent en ligne de compte, notamment sa situation géographique, entre Lucerne et Zurich, proche d'un aéroport international, d'universités renommées et de l'EPFZ. Mais Zoug a aussi d'autres forces: «L'innovation, la vision et l'esprit entrepreneurial en politique. Souvent, on se contente d'administrer au lieu d'oser le changement», lance-t-il. Au point de voler des entreprises



En arrière-plan, la ville de Zoug. (NADJAHERG/DREAMSTIME/IMAGO)



«Ce sont les cabinets de conseil et les avocats qui amènent les entreprises à Zoug. SGS, par exemple, est venue d'elle-même. Nous ne sommes pas allés la chercher»

HEINZ TÄNNLER, CONSEILLER D'ÉTAT ZOUGAIS CHARGÉ DES FINANCES

aux autres cantons? «Non, ce sont les cabinets de conseil et les avocats qui amènent les entreprises à Zoug. SGS, par exemple, est venue d'elle-même. Nous ne sommes pas allés la chercher», corrige Heinz Tännler.

Christian Keuschnigg, professeur d'économie à l'Université de Saint-Gall et spécialiste de la taxation, rappelle que cette situation est le résultat d'une stratégie de long terme: «Il faut beaucoup de temps

pour qu'un nombre suffisant de firmes s'installent, sans forcément de garantie de succès. Mais une fois qu'un nombre important de sociétés sont présentes, d'autres suivent plus facilement, ce qui crée un processus d'auto-renforcement.»

L'économiste estime en outre que la concurrence fiscale intercantonale est saine, et ce, grâce à plusieurs éléments indispensables, parmi lesquels des règles de calcul d'impôts identiques, un système de péréquation financière et un frein à l'endettement cantonal. Autant de conditions qu'il estime raisonnablement remplies en Suisse. Fort de cette richesse, Zoug a ainsi pu baisser les impôts de ses citoyens à plusieurs reprises et prendre en charge leurs frais d'hospitalisation.

Crise du logement

Mais tout n'est pas rose au sein du miracle économique de Suisse centrale, qui se rapproche d'autres cantons sur un sujet moins envieux: la crise du logement. En 2025, Zoug affiche en effet le deuxième taux de vacance le plus bas (0,42%), se plaçant entre Genève (0,34%) et Zurich (0,48%), et le loyer moyen le plus haut de Suisse en 2023.

En cause? L'afflux de personnes fortunées, faisant flamber les prix de l'immobilier. Se basant sur les données du cabinet de conseil immobilier Wüest Partner, le *Zuger Zeitung* révélait ainsi une hausse moyenne des loyers de 30% sur ces cinq dernières années. Une situation que regrette l'écologiste Andreas Lustenberger, président de la Commission de la santé et des affaires sociales au Grand Conseil zougais: «De plus en plus de personnes ne peuvent plus se permettre de vivre dans le

canton et sont contraintes de partir. Cela concerne en particulier des familles profondément enracinées ou des personnes âgées.»

Un nouveau Monaco?

L'élu vert craint par la même occasion que Zoug ne se transforme en nouveau Monaco: «On peut observer comme tendance une perte d'identité et de culture. Les personnes aisées sont très mobiles et vivent parfois dans leur propre bulle. Elles ont donc tendance à moins s'intégrer dans la vie quotidienne zougaise et envoient plus facilement leurs enfants dans des écoles internationales.» Heinz Tännler rappelle à ce propos que le gouvernement a adopté une stratégie globale de politique du logement à l'horizon 2030, tout en restant réaliste: «Cela peut améliorer la situation, mais pas la résoudre.»

Si la situation ne fait pas que des gagnants, les finances du canton, elles, continuent de rayonner, pour le plus grand bonheur de celui qui, à leur tête, se réjouit au passage d'accueillir SGS. Une bonne santé qui se bichonne, car quand Zoug gagne, toute la Suisse gagne, estime le grand argentier du canton: «Une vache à lait, il faut la traire, pas l'abattre, sourit-il. Et nous avons beau être riches, nous sommes aussi solidaires, via le fonds de péréquation financière.» En remontant dans le train qui relie Zoug à Zurich, les wagons passent devant les locaux flambant neufs de Partners Group. A leur pied, un champ et une ferme, accolés à un colossal chantier. Un panneau annonce la création de nouveaux «bureaux modernes avec terrasse» pour début 2027. Zoug semble avoir choisi son camp et poursuit sa marche en avant. ■

A Zoug ou ailleurs, une fusion se dessine entre Glencore et le géant minier Rio Tinto

MATIÈRES PREMIÈRES Les actifs liés au cuivre de la firme zouginoise intéressent beaucoup la multinationale anglo-saxonne. Laquelle a jusqu'au 5 février pour faire une offre de rachat

RICHARD ÉTIENNE

Des chiffres circulent. Avec 1080 employés à son siège de Baar, Glencore est la deuxième firme du secteur des matières premières en Suisse (derrière TotalEnergies à Genève) et l'un des tout gros contribuables du canton de Zoug. Sur les 7,6 milliards de dollars d'impôts, de redevances et autres prélèvements que le poids lourd dit avoir déboursé en 2024, 860 millions auraient été versés en Suisse, selon la presse alémanique (un chiffre que la firme ne confirme pas). Un déménagement ne serait donc pas sans conséquences.

Un déménagement? Il n'en est pour l'instant pas question, mais la presse alémanique spéculait tout

de même depuis que le Financial Times a annoncé, le 8 janvier, la reprise d'anciennes discussions entre Rio Tinto, l'un des plus grands groupes miniers au monde, basé à Londres et Melbourne, et Glencore, le géant suisse de l'extraction et du négoce. Le premier a une capitalisation boursière de 152 milliards de dollars et le second de 80 milliards de dollars (des chiffres qui ont chacun augmenté d'une dizaine de pour cent depuis le 8 janvier).

Les deux entreprises, qui ont confirmé discuter d'une fusion ou d'un rapprochement de certaines de leurs activités, ont chacune indiqué que Rio Tinto a jusqu'au 5 février à 17h – London time – pour faire une offre. Sans ça, pas de discussions possibles avant six mois.

Une longue histoire

Rio Tinto et Glencore, c'est une longue histoire. En 2014, le patron de Glencore d'alors, Ivan Glasenberg, avait déjà entamé des discussions en vue d'un rapprochement

mais elles n'avaient rien donné. Rebelote en 2024, sans succès non plus. Le troisième round pourrait toutefois être le bon car le contexte est plus favorable.

Dans le secteur, les fusions et acquisitions, qui avaient longtemps été à l'arrêt, ont repris. En septembre, deux concurrents, Anglo American et Teck Resources, ont annoncé leur mariage. Le second avait été convoité par Glencore un an plus tôt. L'union des forces serait devenue nécessaire pour faire face aux défis de la production. De l'augmentation de l'offre en cuivre surtout. Le métal rouge est essentiel pour électrifier nos économies mais c'est aussi celui qui est le plus difficile à dénicher.

Qu'on ne s'y méprenne pas: du cuivre, le monde en produit en masse. Largement moins que le fer bien sûr, mais beaucoup plus que le lithium, le cobalt, le nickel et les autres métaux des batteries. Augmenter la production de cuivre est difficile car les nou-

veaux gisements sont rares et requièrent des investissements colossaux, suscitent une grogne croissante parmi les populations riveraines et prennent énormément de temps. Autant de raisons de s'unir.

«Il est logique de créer des entreprises plus grandes pour créer des synergies matérielles, renforcer la pertinence, attirer les talents et les capitaux», a déclaré en décembre le directeur général de Glencore, Gary Nagle (qui a pris la succession de Glasenberg en 2021).

Cette fois, les analystes semblent positifs. Deutsche Bank y voit une «fusion judicieuse» qui engendrerait une «réévaluation» à la hausse des deux sociétés et créerait un «véritable leader mondial avec un portefeuille équilibré» à condition que l'opération soit accompagnée d'un désinvestissement dans le charbon. La roche fossile polluante a été un point d'achoppement entre les deux sociétés en 2014 et 2024. Glencore se spécialise dans son extraction et son

négoce, tandis que Rio Tinto n'y touche plus depuis 2018. Mais, cette fois, sa direction a laissé entendre que le charbon de Glencore n'allait pas l'empêcher d'aller de l'avant.

Des «actifs fantastiques»

C'est que les cours du cuivre ont grimpé de 40% en 2025 et la plupart des analystes tablent sur des hausses supplémentaires ces prochaines années. Or Glencore possède des «actifs fantastiques» en la matière, relève dans une note Bank of America, en citant les mines de Collahuasi, au Chili, et d'Antamina, au Pérou. Quant à Ian Rossouw, analyste chez Barclays, il estime que «la logique industrielle d'une fusion est plus forte que jamais» vu que Rio Tinto mise aussi sur le cuivre.

La firme de Zoug, sixième producteur de cuivre au monde, n'a pas caché ces derniers mois sa volonté de fortement investir dans son segment dédié à ce métal. Elle entend notamment développer

une grosse mine, El Pachon, en Argentine. De son côté, Rio Tinto produit une quantité similaire de cuivre et notamment 12% des minerais de fer du monde, de loin le métal le plus produit.

Un mariage créerait le plus grand groupe minier de la planète et s'inscrirait parmi les principales fusions de ces trente dernières années. Le déjà surnommé «Glen-Tinto» produirait l'équivalent de 7% du cuivre mondial, selon le cabinet Benchmark Mineral Intelligence.

Contacté, Glencore n'a pas souhaité faire de commentaire. L'association Suissénégoce non plus – la firme ne figure pas parmi ses membres mais les deux entités collaborent étroitement. Quant à la Zug Commodity Association, elle n'a pas répondu à nos sollicitations. La municipalité zougaise, interrogée dans la presse alémanique, dit s'inquiéter d'un éventuel retrait de Glencore dans le canton, sans s'étendre davantage car rien n'est ancré à ce stade. ■